

Bulletin d'histoire politique

Les groupes d'extrême gauche au Québec et la question des femmes. De l'opposition à la conciliation

Lucille Beaudry



Volume 13, numéro 1, automne 2004

Histoire du mouvement marxiste-léniniste au Québec, 1973-1983 : un premier bilan

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1055010ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1055010ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Bulletin d'histoire politique
Lux Éditeur

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Beaudry, L. (2004). Les groupes d'extrême gauche au Québec et la question des femmes. De l'opposition à la conciliation. *Bulletin d'histoire politique*, 13(1), 57-63. <https://doi.org/10.7202/1055010ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2004

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Les groupes d'extrême gauche au Québec et la question des femmes. De l'opposition à la conciliation

LUCILLE BEAUDRY
*Département de science politique
Université du Québec à Montréal*

La décennie soixante-dix au Québec est caractérisée entre autres par le développement sans précédent des organisations d'extrême gauche, principalement celles de type maoïste et par le féminisme comme mouvement d'idées et d'action et plus encore par l'interaction de celui-ci sur celles-là; de sorte que, au tournant des années 1980, dans le contexte de la débâcle post-référendaire (du 20 mai 1980) et du réalignement des forces progressistes, la recomposition d'une alternative politique ne pouvait plus désormais se formuler sans que soit prise en compte la lutte des femmes pour leur émancipation. La question de savoir comment articuler les revendications féministes et la lutte des classes et celle de l'intervention de la question des femmes dans les groupes révolutionnaires au Québec, ne sont pas survenues spontanément mais ont procédé des acquis de la lutte des militantes au sein de ces organisations, d'un long processus d'interaction qui peut être vu succinctement à la lumière de l'évolution de la position de ces organisations sur la question des femmes.

Une étude du discours des groupes d'extrême gauche, leurs énoncés officiels sur la question de l'oppression des femmes et les solutions mises de l'avant montrent que cette gauche organisée est passée successivement d'une position contre le féminisme à la position de la lutte des femmes «partie intégrante du mouvement révolutionnaire», en passant par la position de front uni faisant la promotion d'une alliance tactique et/ou considérant cette question comme devant permettre un renouvellement, voire une voie de sortie à l'impasse politique marquant, pour ces organisations, le tournant des années 1980.

Cette interaction entre le féminisme et le marxisme révolutionnaire nous apparaît importante non seulement en raison du rôle catalyseur des questions féministes dans l'ordre politique et dans le développement ultime des organisations révolutionnaires, mais encore et surtout en raison du questionnement

que ces organisations ont été amenées à faire et de l'évolution des positions y afférant. Cette trajectoire illustre un des phénomènes qui ont contribué à ébranler les assises du dogmatisme politique. L'évolution des positions sur la question des femmes peut certes être attribuée au développement du féminisme radical au Québec dans cette même période, mais aussi à la place des femmes militantes au sein de ces organisations, à leur militantisme sur la question des femmes et auprès des femmes d'où émanent la trajectoire du discours « communiste » sur cette question, les prises de position développées à propos du féminisme et la dissidence des femmes faisant émerger, notamment au sein du groupe EN LUTTE !, l'expression d'un courant se réclamant du féminisme socialiste.

Il va sans dire que notre propos concerne *indistinctement* la position des groupes EN LUTTE ! et de la Ligue Communiste marxiste-léniniste du Canada (LCMLC) devenue Parti communiste ouvrier (PCO), comme si elle émanait d'une seule organisation, même si nous reconnaissons par ailleurs les distinctions néanmoins réelles d'organisation, de ligne politique, de style de travail, de lieu d'implantation, etc.; distinctions importantes, il va sans dire, que nous ne pouvons aborder dans ce court article.

L'intervention des militantes transparaît à travers les fluctuations du discours déployé tant au titre de l'analyse communiste de la condition féminine que des revendications mises de l'avant à ce propos et à travers le changement de position adopté au sujet du féminisme, allant de l'opposition la plus catégorique à la position plus conciliante de l'alliance tactique avec une certaine fraction et/ou version du mouvement féministe.

L'ANALYSE « COMMUNISTE » DE LA CONDITION DES FEMMES ET DES JUSTES REVENDICATIONS

D'entrée de jeu, l'analyse communiste est soumise à la dialectique première de la lutte des classes et réfère à *L'origine de la famille de la propriété privée et de l'État* de Friedrich Engels. Selon celui-ci, l'oppression des femmes provient du développement des forces productives, de l'avènement de la propriété privée et de la division de la société en classes au sein de laquelle « les femmes ont été massivement exclues de la production sociale et confinées au travail domestique individuel »¹. Dans cette optique, le travail ménager effectué au sein de la famille est de nature privée. « Cette activité ne fait donc pas d'elle (la femme) une participante active à la production sociale... »². Aussi, seule l'abolition de la propriété privée des moyens de production sous le socialisme « garantira aux masses des femmes le droit de participer à la production sociale »³.

De ce point de vue, il importe de considérer la condition des femmes par rapport à leur niveau de participation à la production sociale circonscrite en l'occurrence au *travail salarié*, parce que « le travail salarié est l'aspect fondamental de l'oppression de chaque personne ou groupe »⁴. Tels sont les termes qui postulent du lien direct entre l'état d'oppression et les rapports de production capitalistes. Par conséquent, la nature des conditions de travail fixe et détermine le niveau de l'oppression subie.

Caractérisées à cet égard par la sous-évaluation de leurs capacités productives, la discrimination et la grande malléabilité de la main-d'œuvre féminine, les conditions de travail des femmes permettent l'extorsion d'une plus grande plus-value énonçant en termes marxistes la thèse de la « surexploitation » du travail féminin en système capitaliste ; position autorisant de river la lutte des femmes à la grande lutte du prolétariat contre le système capitaliste⁵.

L'objectif primordial d'accéder au stade du communisme appelle à rallier sur une base égalitaire les hommes et les femmes dans la lutte pour la révolution socialiste⁶. Partie intégrante du programme révolutionnaire, la position sur les femmes ne déroge pas de l'orthodoxie marxiste, à savoir que la lutte des femmes est liée à la lutte des classes, que le socialisme seul va résoudre l'oppression des femmes, et que l'unité des hommes et des femmes est nécessaire dans cette lutte.

DE JUSTES REVENDICATIONS

Ces postulats m-l commandent la forme de travail sur la question des femmes et auprès des femmes, un travail axé essentiellement sur la revendication du « droit au travail », « à travail égal, salaire égal » et sur ce qui s'y rattache, congés de maternité, garderies, etc. Les efforts militants du PCO se sont surtout concentrés auprès des travailleuses syndiquées⁷; ceux du groupe EN LUTTE! mettent de l'avant le travail « avec les femmes de la classe ouvrière, plus précisément les ouvrières dans les usines »⁸; même si le travail principal auprès des ouvrières a souvent consisté à diffuser le journal aux portes des usines, qui d'ailleurs ne s'avère pas toujours aller de soi, sans compter le travail auprès et au sein des comités de condition féminine des syndicats et des garderies.

Donc des revendications privilégiées par la théorie et le projet socialistes, concevant la libération des femmes par l'intégration massive des femmes dans la production sociale (droit au travail, congés de maternité, garderies) et à l'organisation révolutionnaire. Ces « justes » revendications ne répondent qu'en partie aux préoccupations premières des féministes, d'abord et avant tout soucieuses d'éliminer les rapports de pouvoir entre les hommes et

les femmes, le patriarcat et l'oppression sexuelle de toutes les femmes, quelles que soient les classes sociales.

Cette divergence entre le féminisme et le marxisme atteint la conception politique et la pratique militante à propos de la lutte prioritaire et elle induit chez les groupes révolutionnaires une position contre le féminisme.

LE FÉMINISME: DE L'OPPOSITION IRRÉDUCTIBLE À L'ALLIANCE TACTIQUE DE L'OPPOSITION IRRÉDUCTIBLE

À l'encontre du féminisme « drapeau de la bourgeoisie »⁹, les femmes sont appréhendées et sollicitées comme faisant « partie intégrante du mouvement révolutionnaire »¹⁰ de la classe ouvrière. Toute forme de féminisme est à ce point vilipendée qu'aucune organisation autonome de femmes n'est justifiée d'exister. Le féminisme est dénoncé comme étant une idéologie de la classe bourgeoise qui consiste à faire de la question des femmes une lutte entre les sexes occultant le lien entre l'oppression des femmes et la société de classes; une lutte identifiant la domination mâle comme source de l'inégalité subie par les femmes, la solution féministe devient, selon ces organisations, l'accaparement par les femmes de postes dans la structure du pouvoir plutôt que l'élimination du pouvoir de la bourgeoisie. De ce point de vue, le féminisme contrecarre la lutte pour le socialisme et génère tout au long des années (1974-1979) marquées par l'hégémonie « m-l » au sein de la gauche, un déploiement de lutte acharnée contre les féministes et leur mouvement.

L'antiféminisme de l'extrême gauche vise à éviter toute forme de développement spécifique de la lutte des femmes contre le chauvinisme mâle, lutte vue comme étant un moyen de déviation de la lutte révolutionnaire du prolétariat hommes et femmes¹¹. La crainte de l'emprise du féminisme auprès des militantes « m-l » inspire une stratégie de déssexualisation de la lutte révolutionnaire comme en témoigne l'abolition des structures chargées des questions des femmes (2^e Congrès de la LCMLC et EN LUTTE! de 1975 à 1979); ce qui efface la spécificité de l'oppression des femmes et de ses moyens de lutte appropriés. La politique recherchée de non-discrimination et/ou d'absorption de la question des femmes dans la grande lutte finale, s'inscrit dans les grandes manœuvres de cette période tout entières vouées à construire le parti prolétarien/révolutionnaire¹². Néanmoins, malgré la primauté de la question du parti, les manifestations et célébrations du huit mars (Journée internationale des femmes) ont toujours donné lieu à nombre d'articles consacrés aux femmes (EN LUTTE!, 1973-1982; *La Forge*, 1976-1982); ces articles traitent abondamment des thèmes de l'égalité des hommes et des femmes, du droit au travail, à la syndicalisation, aux congés de maternité et aux garderies. Ces articles ne dérogent en rien de l'orthodoxie

écrite, du moins jusqu'à la fin des années 1970 dès lors que s'amorce une espèce d'ouverture plus conciliante.

AU FRONT UNI

Au début des années 1980 s'amorce un changement de position. Au PCO l'analyse porte désormais sur les divers courants qui traversent le mouvement des femmes, courants parmi lesquels le « féminisme petit-bourgeois » est désigné comme allié possible dans le cadre d'un éventuel *front uni* de lutte contre les gouvernements et les bureaucraties syndicales¹³. Dès l'instauration d'un comité des femmes au sein du PCO (hiver 1980), des signes d'ouverture à traiter de la question des femmes se manifestent comme en témoignent certains numéros de la revue *Octobre* consacrés au mouvement des femmes (n° 10, printemps 1981), aux garderies (n° 14, mars 1982), au marxisme et au féminisme (n° 13, décembre 1981) et la brochure *Les travailleuses exigent* (janvier 1982).

Si en fait le questionnement critique des femmes à la Ligue/PCO a existé depuis 1978 sans pour autant atteindre ou modifier publiquement l'organisation et les positions officielles, il s'est accéléré et affiché à partir de l'année 1980; son existence explique aussi en partie pourquoi la position de *front uni* est adoptée; position plus tactique que stratégique car en réalité elle est proclamée au moment précis où le membership de l'organisation est en chute libre. De même, l'organisation EN LUTTE! publie dès l'automne 1981 des textes faisant état du questionnement des militantes sur la pratique et la théorie « m-l » et en particulier, des critiques féministes des militantes¹⁴ qui vont plaider en faveur de l'adoption d'une plate-forme qu'elles qualifient de féminisme socialiste.

LE FÉMINISME SOCIALISTE: UNE AUTRE ANALYSE

Le féminisme socialiste émerge d'une réaction des militantes d'EN LUTTE! à la pratique qui, tout en découlant de la théorie révolutionnaire, reproduit au niveau de l'organisation interne et du discours la subordination de la lutte des femmes à la lutte des classes. Cette attitude critique et dénonciatrice domine, en 1981-1982, les débats et contribue avec d'autres causes à l'état de crise qui emporte l'organisation à son dernier congrès (4^e Congrès, mai 1982). Il s'agit d'abord d'une critique de la pratique et de l'organisation oppressives pour les femmes, critique qui se poursuit par la suite sous la forme d'une réflexion plus théorique. Les femmes militantes reprochent à l'organisation la structure hiérarchique de fonctionnement et la division sexuelle du travail semblable « à s'y méprendre à l'organisation capitaliste du travail »¹⁵.

De ce point de vue, et dans le contexte préparatoire au 4^e Congrès, elles proposent une révision du *Programme et statuts* (de 1979) devant entre autres permettre la rotation des tâches et l'instauration d'une direction collégiale dans les régions et les cellules¹⁶. Pour ces militantes, il y va de l'existence même de l'organisation¹⁷.

L'analyse féministe socialiste remet en question « la notion de ce qui est politique et la façon de faire la politique »¹⁸ en retenant à la fois des éléments fondamentaux du féminisme et du marxisme. Elle procède notamment de la critique du réductionnisme économique de l'analyse marxiste qui consiste à considérer les femmes sous le seul angle de la participation à la production sociale salarisée, alors que l'oppression des femmes trouve sa source non pas strictement dans l'économie mais dans son rapport à l'ensemble des composantes sociales¹⁹, y compris la famille. Ainsi, l'étude globale de la famille, en passant par les conflits sexuels jusqu'à la division sexuelle du travail, devient fondamentale pour comprendre le système de reproduction et la place des femmes dans les rapports sociaux de production.

Cette position des militantes étend la notion de ce qui est politique à tous les rapports de pouvoir et bouleverse ce faisant l'orthodoxie marxiste. Fortes d'une position organisationnelle plus égalitaire et d'une pratique révolutionnaire plus complète, elles ont signifié que la révolution socialiste n'est plus une fin devant résoudre les problèmes de l'humanité, mais une étape d'un long processus de libération sociale de toutes les formes d'oppression. Ainsi, même si l'interaction du féminisme et du marxisme semble appartenir à une période d'ores et déjà révolue, elle a eu en son temps et au sein de ces groupes d'extrême gauche une portée subversive tant au niveau de la théorie que de la pratique révolutionnaires. Il est en effet depuis lors acquis, depuis le militantisme des femmes dans les groupes révolutionnaires, que la lutte pour la transformation radicale de la société ne peut plus se faire en faisant l'économie de la question des femmes et des apports du féminisme. Ce que confirment tous les efforts ultérieurs de regroupement pour une alternative politique progressiste au Québec.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. PCO, *Programme et statuts*, Montréal, Éditions La Forge, 1979, p. 117.
2. EN LUTTE!, « Le féminisme drapeau de la bourgeoisie dans le mouvement des femmes », *Unité prolétarienne*, Montréal, no. 15, 1979, p. 23.
3. PCO, *op. cit.*, p. 118.
4. J. Tepperman, « Les bases matérielles des femmes dans la société capitaliste », *Unité prolétarienne*, Montréal, no. 26, 1982, p. 20.

5. PCO, *op. cit.*, p. 119; EN LUTTE!, « Hommes et femmes du prolétariat; un seul ennemi, un seul combat! », Montréal, supplément du journal EN LUTTE!, mars 1978.
6. EN LUTTE!, *Programme pour la révolution prolétarienne au Canada et statuts d'EN LUTTE!*, Québec, supplément au journal EN LUTTE!, avril 1979, p. 32-33. Voir aussi PCO, *Programme et statuts*, chapitre 9, « Les femmes du peuple, une réserve puissante pour la révolution prolétarienne ».
7. PCO, *Le programme syndical du Parti communiste ouvrier sur les droits des femmes*, janvier 1982.
8. L. Villemaire, entrevue réalisée avec une militante d'EN LUTTE!, 15 avril 1982, p. 3-4.
9. EN LUTTE!, « Le féminisme, drapeau de la bourgeoisie dans le mouvement des femmes », *Unité prolétarienne*, no. 15, 1979.
10. LCMLC, *Document d'entente politique pour la création de la Ligue Communiste marxiste-léniniste du Canada*, Montréal, LCMLC 1975; LCMLC, *Contre le féminisme*, Montréal, LCMLC.
11. *La forge*, vol. 7, n° 41, décembre 1982, p. 5.
12. Programme 1^{ère} année du PCO 1979 et programme d'EN LUTTE!, avril 1979.
13. Comité des femmes PCO, *Le travail du PCO auprès des femmes*, novembre 1981, p. 4.
14. J. Lamoureux, *Luttes des femmes et socialisme; combat difficile, possible, urgent*, discours prononcé à l'occasion du 8 mars 1981; *idem*, « Le féminisme interroge le marxisme », *Unité prolétarienne*, n° 26, mars-avril-mai 1982; *idem*, « Quelques idées pour un programme de libération des femmes », *Unité prolétarienne*, n° 26; *idem*, « Une critique féministe du programme EN LUTTE! », *op. cit.*
15. J. Lamoureux, « Transformer jusqu'à notre conception même du monde... », *Bulletin de liaison pour le IV^e Congrès d'EN LUTTE!*, novembre 1981; *idem*, *Lutte des femmes et socialisme*, *op. cit.*
16. EN LUTTE!, « Critique des fondements de la structure d'EN LUTTE! Propositions de changements », *Bulletin de liaison pour le IV^e Congrès*, novembre 1981.
17. EN LUTTE!, « La résolution du CC sur les femmes et après... », *Bulletin*, p. 21.
18. J. Lamoureux, *Lutte des femmes et socialisme*, p. 3.
19. J. Tepperman, « Les bases matérielles de l'oppression des femmes dans la société capitaliste », *Unité prolétarienne*, no. 26, p. 21.